

AMNESTY INTERNATIONAL REPORT 2009**Les droits de l'homme par temps de crise!**

Pendant longtemps, on étudiera les effets multiples de la crise qui secouent l'économie globale depuis de longs mois! Beaucoup a déjà été dit sur l'impact de cette crise dans les différents domaines de l'activité économique, sur les pays en développement qui n'étaient pourtant pas à l'origine de cette crise, sur les systèmes financiers, sur l'emploi et même sur les modes de vie et de consommation. Or, le dernier rapport d'Amnesty International vient mettre l'accent sur une dimension oubliée, tant l'attention a été concentrée sur les aspects économiques. Ce rapport publié le 28 mai 2009 vient nous dire que les effets de la crise ne se limitent pas à la sphère économique mais ont également touché la sphère des droits de l'homme. On a enregistré une détérioration des conditions de vie de ceux que cette organisation appelle "les prisonniers de la pauvreté".

Ce rapport a été écrit sur la base des enquêtes effectuées par les équipes d'Amnesty International dans 157 pays. Ces enquêtes ont permis de regrouper un grand nombre d'éléments qui ont montré une forte détérioration des conditions des droits de l'homme dans bon nombre de pays et a mené cette institution à tirer la sonnette d'alarme. Ce rapport montre que la forte mobilisation contre les effets de la crise et les manifestations pour protester contre la montée du chômage ont fait l'objet

d'une répression implacable par les autorités dans les différents pays. Une répression qui a fait de nombreux morts dans beaucoup de pays. En même temps, le rapport d'Amnesty met l'accent sur la radicalisation des luttes qui ont emmené des salariés d'entreprises en lutte à séquestrer leurs dirigeants. Amnesty souligne dans ce rapport que "la crise n'est pas seulement économique, c'est une crise des droits de l'homme. Les populations les plus pauvres sont les premières victimes. Des milliards de gens souffrent d'insécurité, d'injustice et d'indignité".

Il faut dire que la démarche d'Amnesty International ne se limite plus aux questions des droits de l'homme au sens strict. Au contraire, elle a élargi sa perception des droits de l'homme et les a inclus dans une vision beaucoup plus large qui intègre les aspects sociaux et économiques. Cette évolution est mise en exergue par Irène Khan, la secrétaire générale d'Amnesty International, qui souligne que "depuis 2001 Amnesty défend non seulement les droits civils et politiques, mais aussi les droits sociaux et économiques qui, du point de vue des victimes, sont indissociables des premiers". Cette évolution explique l'intérêt accordé par Amnesty sur la détérioration des conditions de vie des populations avec la crise actuelle suite à la montée du chômage. Ce rapport souligne de

manière on ne peut plus claire que "la crise met en cause les droits fondamentaux: elle se traduit en pertes d'emplois et de logements, en restriction d'eau et de nourriture, en discriminations".

Mais le rapport met en exergue la montée de l'intolérance et de la xénophobie lors de cette période de crise. En effet, " la crise, selon ce rapport, attise le racisme, la xénophobie, fait monter l'insécurité". Par ailleurs, le rapport mentionne les violences xénophobes en Afrique du Sud contre les immigrés des pays de la région. Cette violence a été à l'origine d'un choc et d'une blessure sans précédent en Afrique tant les populations s'attendaient à une attitude plus ouverte et plus solidaire de la part des Sud-Africains. En effet, de nombreux pays africains ont aidé et se sont montrés d'un appui sans faille avec la population sud-africaine au moment de la lutte contre le régime de l'apartheid. Pour Amnesty International, les moments de crise sont favorables à la montée de ces sentiments et du refus de l'Autre car on le soupçonne d'être à l'origine de ces difficultés, et notamment du chômage. Ce sont ces sentiments que cherchent à utiliser les partis xénophobes et d'extrême droite en Europe dans leurs campagnes électorales. On enregistre d'ailleurs dans un grand nombre de pays européens, à l'occasion de différentes élections locales ou de la campagne pour les élections européennes, la renaissance de ces partis qui surfent sur la montée des sentiments d'insécurité et de peur du futur. Le rapport souligne aussi la montée du racisme et de la

xénophobie en Europe contre les populations roms et aussi les travailleurs immigrés. Ainsi, il a mentionné les grèves en Angleterre et en Italie et dans d'autres pays européens contre l'appel à une main-d'œuvre étrangère dans la crise actuelle.

La rapport d'Amnesty souligne également une question importante derrière cette détérioration des droits humains qui concerne le retrait de l'État et une plus grande libéralisation des économies et des sociétés face à la montée du reaganisme et du tatcherisme et du consensus de Washington dans les années 80. Il indique que "les États restent les premiers garants du respect des droits de l'homme. Mais, beaucoup ont abandonné certaines de leurs obligations, en privatisant la sécurité, les prisons, en réduisant leurs dépenses sociales". Ainsi, ce rapport appelle à un retour de l'État dans le fonctionnement des économies afin d'aider les prisonniers de la pauvreté à s'échapper de cette trappe et souligne que "tout le monde voit aujourd'hui à quoi a mené le manque de régulation dans le domaine économique et réclame l'attention accrue de l'État".

Le rapport d'Amnesty rejoint les nombreux appels à une rupture avec l'ordre néolibéral qui a dominé notre planète depuis le début des années 80 et à refonder un ordre international plus juste et plus solidaire. Mais, Amnesty appelle à mettre les gens et le respect des droits de l'homme au centre de cet ordre à venir.